

“ANALYSE ET INNOVATION CURRICULAIRES  
DE L'EDUCATION POUR TOUS EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE  
ET LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ »

**RAPPORT du 5ème Séminaire international du BIE/UNESCO**

**« Innovations curriculaires et lutte contre la pauvreté : les rôles  
cruciaux des écoles, des enseignants et des communautés  
pour la mise en œuvre du curriculum »**

Maurice, 18-23 juin 2007

Organisé par le BIE/UNESCO et le Ministère de l'Education et des Ressources  
Humaines de Maurice

**Ana Benavente, avec la contribution de Christine Panchaud**

- 
- 1. Introduction**
  - 2. Les avancées décisives**
  - 3. L'éducation à la paix et la lutte contre la pauvreté**
  - 4. La lutte contre la pauvreté et l'éducation inclusive – débat introductif sur la  
48<sup>ème</sup> Conférence Internationale de l'Education (CIE)**
  - 5. L'évaluation, les messages à souligner et les perspectives de travail**
  - 6. Quelques remarques pour conclure**
  - 7. Abréviations**
  - 8. Listes des annexes**
-

## 1. Introduction

Ce rapport est assez détaillé dans la mesure où, en plus de rendre compte des contenus discutés et du travail réalisé au cours du séminaire, des évaluations et des propositions élaborées pour l'avenir, il se doit aussi de constituer une base de référence et rassembler des documents « pour l'histoire », et donc pour la suite de ce projet.

En effet, ce 5<sup>ème</sup> séminaire a marqué un « tournant » dans le projet, à partir duquel il est désormais possible d'élaborer des propositions plus universelles et d'échanger des pratiques de terrain et une réflexion sur ces pratiques avec d'autres groupes et d'autres communautés éducatives.

Le programme prévu (annexe 1) a été pleinement réalisé. Les neuf pays participants au projet ont été tous présents (avec des équipes composées de 2 à 4 membres) en plus de l'équipe du BIE et de deux consultantes qui ont renforcé cette équipe.

On note encore la participation très enrichissante de trois représentants de l'UNESCO (Windhoek et Bamako et TED/ED-TTISSA – Madagascar) ainsi que d'un représentant du Ministère Espagnol de l'Education et de la Science (liste des participants, annexe 2).

Le séminaire a été ouvert par Mr. le Ministre de l'Education et des Ressources Humaines de Maurice, M. Dharam Gokhool (allocution en annexe 3) et a été clôturé par Mr. Le Chef de Cabinet du Ministre et par Mme Christine Panchaud (allocutions d'ouverture et finale en annexe 4).

Etant donné l'expérience de travail existante entre ces équipes, les « **termes de référence** » proposés pour la préparation du séminaire (annexe 5) comprenaient l'analyse critique de deux documents de travail (annexes 6 et 7) ainsi que la proposition de 6 thèmes pour structurer le contenu du séminaire, à savoir :

1. le rôle des enseignants dans le cadre de la lutte contre la pauvreté
2. quelle formation (initiale et continue) pour réussir à jouer ce rôle
3. des solutions de gestion qui soutiennent les enseignants dans leur travail
4. des exemples réussis d'organisation des écoles pour mieux utiliser les ressources disponibles
5. la lutte contre la pauvreté et l'éducation à la paix
6. la suite du travail

Les exemples de « bonnes pratiques » et les conséquences pour l'action de « ce que l'on sait et de ce que l'on fait » étaient contenues dans tous ces thèmes.

Les équipes ont fait une bonne préparation du séminaire qui s'est traduite dans son bon déroulement (confiance, esprit critique constructif et ouverture) et dans la richesse des présentations, des débats et des propositions, ceci tant dans les groupes de travail qu'au cours des séances plénières.

L'accueil des autorités et des collègues de Maurice a appuyé le bon déroulement de notre séjour et de nos travaux. Nous les en remercions.

## 2. Les avancées décisives

Dans ce 5<sup>ème</sup> séminaire, il y a eu **trois types d'avancées décisives** :

1. dans les processus de travail et dans la nature des analyses et des propositions des participants ;
2. en ce qui concerne l'inclusion de la question de la formation initiale et continue des enseignants et de leurs rôles dans la construction d'une école qui soit un élément de lutte contre la pauvreté et qui permette l'inclusion de tous les enfants (EPT) ;
3. qui se traduit par la possibilité d'élaborer une « feuille de route pour l'action » et de présenter, de façon systématique et réfléchie, des propositions sur différentes dimensions de la construction de l'EPT et de l'école qui lutte contre la pauvreté et favorise la construction de la paix.

### 2.1. Avancées dans les processus de travail et dans la nature des analyses et des propositions des participants

#### 2.1.1. L'analyse des bonnes pratiques

On a pu partager, de façon réaliste et à partir des « **bonnes pratiques** » que l'on retrouve dans tous les pays, la prise de conscience du fait qu'il n'y a pas d'impossibilités absolues en ce qui concerne la construction de l'EPT et du rôle positif de l'école dans la lutte contre la pauvreté et la construction de la paix.

En effet, alors qu'au début de ce processus de travail c'était avant tout des **obstacles** que nous identifions dans les réalités sociales et éducatives, nous y lisons aujourd'hui plutôt des **défis** ; nous avons en effet appris à nous décentrer par rapport aux habitudes et aux fatalismes d'une école uniforme et centralisée, d'une école « à modèle unique » pour nous tourner vers des solutions innovatrices.

L'attention que nous avons décidé de porter aux bonnes pratiques avec l'analyse de leur diversité et des conditions sociales, administratives et pédagogiques pour leur réussite, est devenue le point central de nos efforts pour des changements positifs.

Le texte de travail « *Les bonnes pratiques : l'exception qui confirme la règle ou le phare qui oriente le chemin à parcourir* », proposé par Ana Benavente (annexe 6) a orienté plusieurs sessions successives de travaux de groupe et de discussion en plénière.

Cinq groupes de travail se sont constitués selon le double critère des intérêts prioritaires de chacun et de la participation d'autant de pays que possible dans chaque groupe. La composition des groupes constitués n'a pas été modifiée pendant le séminaire afin de pouvoir approfondir l'analyse au fil des jours et des sessions de travail successives. Ce processus a permis d'approfondir l'analyse de 5 bonnes pratiques existantes dans les pays participants et jugées utiles à la lutte contre la pauvreté. Ces 5 exemples de bonnes pratiques avaient par ailleurs déjà fait l'objet, dans des phases antérieures du projet, d'une présentation ou d'une visite de terrain :

1. Le curriculum local (ou flexible): Mozambique (visite de terrain en octobre 2006)
2. Le continuum de l'éducation bilingue: Burkina Faso (visite de terrain en mars 2006)
3. Le pré-professionnel: Maurice (présentation en juin 2005)

4. Accès à l'éducation pour les enfants déscolarisés: Rwanda (présentation en juin 2005)
5. Formation des enseignants en zones rurales (ADPP): Angola (présentation en juin 2005)

L'outil d'analyse des bonnes pratiques, préparé par Ana Benevente a servi de guide conducteur pour ces travaux de groupe et a été consolidé. L'analyse et le partage des résultats des travaux de groupe se sont ainsi déroulés en plusieurs temps, en suivant la progression suivante :

- Les bonnes pratiques pour lutter contre la pauvreté et construire la paix, leurs fonctions et leur statut
- L'analyse des conditions minimales de « réussite » des bonnes pratiques
- Les implications en ce qui concerne les rôles et la formation des enseignants
- Les obstacles et comment les dépasser – quelles conséquences pour l'action et à quels niveaux de réalité ?
- Quelles zones d'ombre peut-on identifier et expliciter ?

Comme nous l'avons souvent dit lors des visites de terrain centrées sur des « bonnes pratiques », celles-ci interrogent l'école traditionnelle, peuvent jouer un rôle de levier pour l'innovation et sont, en fait , un outil efficace pour construire le changement dans la direction d'une école inclusive, pour tous, diversifiée dans ses moyens et dans ses pratiques, mais cohérente dans ses buts, en alliant la construction de l'EPT et la lutte contre la pauvreté et pour la paix.

**En fait, nous avons conclu que, dans tous les pays, même les plus démunis, il y a des « bonnes pratiques » qui constituent une richesse à ne pas ignorer et qui montrent des voies possibles, soulignant les défis et les stratégies pour dépasser des obstacles que l'on vit souvent comme autant de barrières et de blocages pour l'action.**

### ***2.1.2. Deux exemples concrets de bonnes pratiques***

Au cours de ce 5<sup>ème</sup> séminaire, les analyses ont été enrichies par la présentation et la discussion de deux nouveaux exemples de bonnes pratiques. D'abord celui de « ***l'école comme centre de soins et de soutien*** » présenté par Mme Lynn van der Elst, Directrice de MiET (Media in Education Trust), une ONG partenaire du Ministère de l'Education en Afrique du Sud (annexe 8). Il s'agit d'un projet qui s'inscrit dans la stratégie du Ministère de l'Education de l'Afrique du Sud d'assurer l'accès à une éducation de qualité aussi aux apprenants qui vivent dans les zones rurales les plus désavantagées et affectées par le VIH et le sida, avec la construction d'écoles « inclusives et amies des enfants ».

L'approche présentée pose clairement la question du partage des « bonnes pratiques ». Elle fait apparaître clairement que leur « généralisation » ne tient pas à la constitution d'un modèle unique, mais plutôt **au développement de conditions et de stratégies qui permettent d'atteindre des buts semblables dans des contextes très diversifiés**. Cette présentation souligne aussi l'importance du rôle des enseignants, question que nous traiterons plus en détail dans le point suivant concernant les « avancées décisives ».

Le deuxième apport a été la **visite de deux écoles ZEP** (Zones d'Education Prioritaires) (textes de présentation en annexe 9), comme on le fait lors de chaque séminaire. Les analyses de « bonnes pratiques » en action, les échanges avec les responsables politiques, administratifs et pédagogiques ainsi qu'avec tous les acteurs engagés dans cette pratique

permettent aux participants de revenir sur les défis et sur les contradictions que les réponses concrètes à l'exclusion révèlent en toute circonstance.

## 2.2. Rôles des enseignants, formation initiale et continue

La deuxième avancée décisive concerne l'inclusion de la question de la formation initiale et continue des enseignants et de leur rôle dans la construction d'une école qui soit un élément de lutte contre la pauvreté et de construction de la paix, et qui permette l'inclusion de tous les enfants (EPT).

Lors de nos débats, de nos visites de terrain et de nos présentations de situations réelles, nous faisons évidemment, toujours référence aux enseignants, à leur rôle décisif en tant que « portiers » (c'est-à-dire, en tant qu'acteurs détenteurs de la « clé » des approches pédagogiques en classe), mais aussi quant à leur rôle central dans l'organisation des écoles et dans la construction de leurs projets éducatifs, notamment dans les rapports qui doivent s'établir entre les autorités scolaires et les communautés.

L'articulation entre le curriculum et la formation des enseignants, aussi nécessaire et centrale que tous puissent la trouver, s'avère pourtant difficile, principalement parce que la formation des enseignants est en général de la responsabilité d'écoles normales, supérieures et d'universités, lesquelles n'appartiennent pas directement aux services des Ministères de l'Education. Nous avons d'ailleurs ressenti la difficulté à réaliser cette articulation à plusieurs occasions, lors de la discussion ou réalisation d'initiatives de dialogue politique internes aux pays.

Il importait donc de mieux connaître la situation dans les pays engagés dans le projet. C'est pourquoi pour ce séminaire, un/une responsable de la formation initiale et/ou continue des enseignants faisait également partie de la plupart des équipes des pays et qu'une personne point focal TTISSA (Initiative de l'Unesco pour la formation des enseignants en Afrique Subsaharienne – 2006-2015) à Madagascar a été invitée et a depuis lors participé à la suite des travaux de ce projet de façon très enrichissante.

Une présentation intitulée « *Quelle formation pour des enseignants dans une école qui articule qualité et équité, dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et de l'éducation pour la paix ?* » préparée par Ana Benavente (annexe 10) a introduit le débat.

Nous avons eu l'occasion de mieux connaître les problèmes et des réponses déjà existantes sur le terrain. **Au-delà de la description des situations nationales, nous avons réfléchi aux dimensions, aux contenus et aux méthodologies de la formation initiale et continue des enseignants par rapport aux besoins de l'EPT et d'une école pertinente pour tous les enfants et les jeunes.**

Chaque pays a également présenté une synthèse de sa réflexion sur les rôles des enseignants (« Que devraient-ils être capables de faire? Et comment les former ? ») à plusieurs niveaux : dans le contexte de la lutte contre la pauvreté, de la construction de la paix et de la mise en œuvre des « Bonnes Pratiques ».

Les contributions élaborées et systématisées sur place seront intégrées dans un texte collectif sur la formation des enseignants, mais on peut signaler dès maintenant les dimensions suivantes qui se sont dégagées de façon assez consensuelle:

- l'importance des « bonnes pratiques » et de leur analyse dans la formation des enseignants,
- le besoin de travailler à partir de situation réelles (l'articulation de la formation à la pratique) à partir d'une base de connaissances dans les sciences sociales et pédagogiques,
- la diversification des supports et des activités scolaires,
- le rôle des outils pédagogiques de qualité produits (et testés) en situations réelles,
- l'apprentissage du travail en équipe,
- la formation au dialogue et à la coopération (inter-apprentissage).

**L'intégration de cette question dans le travail du projet marque un tournant, dans le sens où les responsables de la formation des enseignants ont pu se « décentrer », partager leur travail avec d'autres acteurs scolaires et ouvrir des voies de réflexion qui enrichissent les propositions d'actions concrètes et articulées dans chaque pays, pour une école qui œuvre contre la pauvreté et pour la paix.**

### **2.3. « Feuille de route pour l'action pour une éducation inclusive de qualité »**

La troisième avancée du projet se traduit par la possibilité d'élaborer une « feuille de route pour l'action » et de présenter, de façon systématique et réfléchie, des propositions sur différentes dimensions de la construction de l'EPT et de l'école qui lutte contre la pauvreté et éduque à vivre en paix.

Cette « feuille de route pour l'action » s'est construite dans un effort collectif, au cours du temps, à partir d'une systématisation proposée par Ana Benavente (voir annexe 10).

Cet outil est en cours d'élaboration depuis le séminaire de Maputo (2006) et s'est enrichi avec des propositions des participants.

Partant de « 5 niveaux d'action et de 3 propositions à chacun de ces niveaux » (5x3), nous sommes arrivés à une « feuille de route » qui comprend au moins sept niveaux d'action et diverses propositions à chacun de ces niveaux :

- I. Au niveau transversal
- II. Aux niveaux international et national
- III. Au niveau de l'administration éducative (centrale, régionale et locale)
- IV. Au niveau des écoles, de chaque école
- V. Au niveau de la formation (initiale et continue) des enseignants et des gestionnaires de l'éducation
- VI. Au niveau des communautés et des familles
- VII. Au niveau de la pratique de citoyen et de professionnel de chaque enseignant et chaque acteur éducatif dans sa pratique quotidienne

Cet outil s'est consolidé tant au niveau des travaux de groupe qu'au niveau des débats en séances plénières.

**Cette conscience, ressentie et assumée par les participants, du fait que l'on avait assez d'éléments pour élaborer une « feuille de route pour l'action » et que le moment était venu de partager nos résultats avec un public plus large et avec d'autres communautés éducatives dans d'autres contextes, a été un des tournants décisifs dans ce projet.**

**Ceci nous a permis de dessiner les issues de notre travail, en les organisant autour de publications et d'initiatives du BIE/UNESCO (voir point 5.3 de ce rapport concernant la suite du travail).**

### **3. L'éducation à la paix et la lutte contre la pauvreté**

La dimension du « vivre ensemble en paix » a été un thème transversal à toutes les discussions du séminaire. Une session a cependant été dédiée spécifiquement aux liens entre lutte contre la pauvreté et éducation pour la paix, pour systématiser les questions et enjeux prioritaires à inclure dans la suite de ce projet de l'avis des participants. En voici les principaux :

- La traduction de l'enseignement des valeurs en termes de compétences scolaires est difficile à réaliser, mais elle doit en tout cas être transversale et sortir de l'école (lieu et institution) comme seul cadre de référence. L'approche doit être multisectorielle et la culture y jouer un rôle important.
- Le niveau national devrait aussi être impliqué et le cadre législatif fixer clairement la nécessité d'une telle éducation et les moyens de sa réalisation aussi pour le secteur de l'éducation en général et dans le cadre scolaire en particulier (exemple du Burundi).
- L'articulation entre le local (coutumes, tradition, culture) et le global (valeurs universelles, droits humains, etc.) doit être explicitement pensée et clairement traduite dans l'enseignement et les apprentissages.
- Des exemples de bonnes pratiques devraient être analysés avec les outils développés par ce groupe (l'approche de « l'école amie des enfants » est présente à un titre ou un autre dans la plupart des pays).
- Sécuriser l'école (et la société), avec la participation des communautés, surtout pour les filles (partout dans le monde), mais aussi pour toutes les personnes vulnérables (y compris les enseignants ou les parents) dans les contextes post conflits, de grande pauvreté ou lorsque des communautés très diverses doivent cohabiter, doit aussi faire partie tant des politiques et stratégies que des pratiques éducatives.
- Des exemples de bonnes pratiques pour des solutions transitoires qui permettent de répondre à l'urgence, en attendant que le curriculum soit à même de le faire, ont aussi été mentionnées.

**En conclusion, tous les participants sont d'accord pour dire que lutte contre la pauvreté et éducation à la paix doivent aller de pair et sont deux facettes d'une même réalité que l'école doit approcher de façon transversale.**

#### **4. La lutte contre la pauvreté et l'éducation inclusive – débat sur la 48<sup>ème</sup> Conférence Internationale de l'Éducation (CIE)**

Le BIE est en charge d'organiser au nom de l'UNESCO la Conférence Internationale de l'Éducation (CIE) (voir annexe 11). Le thème proposé pour la session de 2008 "*Éducation intégratrice : la voie de l'avenir*" est en lien étroit avec les aspects discutés au sein de notre projet. Les sous-thèmes proposés pour organiser les discussions de la Conférence sont les suivants :

- (i) Éducation intégratrice : approches, orientations et contenu (avoir une meilleure compréhension de la théorie et de la pratique de l'éducation intégratrice).
- (ii) Éducation intégratrice : politiques du secteur public (démontrer le rôle des gouvernements dans le développement et la mise
- (iii) Éducation intégratrice : systèmes, liens et transitions (créer des systèmes éducatifs qui offrent des opportunités d'apprentissage tout au long de la vie).
- (iv) Éducation intégratrice : apprenants et enseignants (favoriser un environnement d'apprentissage dans lequel les enseignants disposent d'outils pour répondre aux attentes et aux besoins divers des apprenants).

La discussion est ouverte quant aux contributions possibles de notre groupe dans le cadre de la préparation et du déroulement de la Conférence.

Par rapport aux sous-thèmes proposés, la tendance générale du côté des participants est qu'ils sont, pour l'instant du moins, définis de manière trop générale et abstraite et ne font pas le lien avec la réalité des écoles et de l'éducation sur le terrain.

Ces sous-thèmes doivent être précisés ou « problématisés » de façon plus concrète afin d'éviter des discussions « fourre-tout ».

Le groupe propose donc que le BIE reformule les problématiques prioritaires, en partant plutôt des conditions de réalisation de l'éducation inclusive (« partir des pratiques des écoles ») et des enjeux pertinents de l'éducation inclusive pour l'Afrique subsaharienne, pour voir ensuite dans le(s)que(l)s des sous-thèmes ces enjeux s'inscrivent. Les questions principales à traiter à la CIE, selon les participants:

- les conditions de réalisations de l'éducation inclusive à savoir : la formation des enseignants, les conditions matérielles des écoles, les conditions de travail ;
- les arbitrages financiers et les contenus de l'éducation ;
- la pauvreté et les inégalités, qui doivent être au centre des thématiques traitées ;
- les partenariats à tous les niveaux (les 7 niveaux de la « Feuille de route » discutée à ce séminaire) doivent être discutés ;
- l'approche qui doit être multisectorielle si on veut vraiment réaliser l'inclusion – ce qui n'est pas reflété dans les sous-thèmes pour l'instant (« le BIE a-t-il pensé à inviter des représentants de la santé ? des affaires sociales ? de la culture ? »)

**Le groupe insiste pour que l'aspect de la lutte contre la pauvreté soit clairement inclus et discuté à la CIE. Il est aussi proposé que ce groupe contribue à l'organisation d'un des sous-thèmes de la CIE (le I ou le IV) et que cet aspect soit inclus dans le plan de travail de ce projet pour 2008.**

## 5. L'évaluation, les messages à souligner et les perspectives de travail

### 5.1. L'évaluation

Dans ce séminaire, comme lors des précédents, nous avons procédé à des évaluations de plusieurs ordres : une évaluation régulatrice, une évaluation des processus sur nos modes de travail en tant que groupe entre les séminaires et l'évaluation finale qui inclut les messages à souligner à ce moment de notre réflexion et une évaluation prospective sous la forme d'un engagement commun pour un plan de travail à court et moyen terme.

**L'évaluation régulatrice** permet d'impliquer tous les participants, à tour de rôle dans une évaluation des « points forts et des points faibles » du travail réalisé chaque jour.

Les « points forts » ont porté sur la qualité de l'animation et des contenus : qualité des présentations, matériaux préparés et débats ; richesse de la visite de terrain ; climat de confiance et de respect mutuels entre les participants qui permet plus de liberté, d'ouverture et de créativité dans les échanges ; bonne intégration des nouveaux venus dans le groupe. Autant de points qui ont favorisé une évolution gratifiante du travail de groupe. Les points faibles ont eu trait à la gestion du temps du séminaire, comme toujours (le temps étant toujours trop court par rapport aux besoins de partage).

**L'évaluation des processus de travail** a compris plusieurs volets :

- **Le forum de la communauté de pratiques** (créée lors du séminaire de Maputo, en octobre 2006) ; ce forum n'a pas fonctionné de façon satisfaisante et les participants ont avancé les raisons suivantes : manque de temps, plate-forme trop compliquée (difficile d'y entrer), coûts et difficultés de la connexion internet (absence d'électricité, entre autres). Par ailleurs, seuls deux participants ont eu, auparavant, des expériences positives dans ce domaine, malgré les nombreuses expériences et participations.

Sur proposition de l'équipe de Maurice, Jorge (point focal de cette COP), Elmehdi et Om Varma testeront une autre solution, à partir d'une plate-forme de l'Institut de formation des enseignants (Maurice), plus simple et conviviale. Le BIE propose par ailleurs d'utiliser cette plate-forme pour continuer la discussion sur la 48<sup>ème</sup> CIE et l'éducation au « vivre ensemble en paix » (voir plan de travail ci-dessous au chapitre 5.3).

Nous proposons ensuite, comme il en avait d'ailleurs déjà été question, de constituer sur le site du BIE, une bibliothèque virtuelle des documents-clé du projet avec un accès limité aux membres du groupe.

- **Le travail réalisé** lors de la préparation, pendant le séminaire et pour la suite du travail a été de très bonne qualité. La préparation préalable demandée aux équipes, a fait cette fois l'économie de la rédaction (et présentation formelle) d'un rapport de chaque pays pour se concentrer sur un travail de réflexion préliminaire sur des questions ou enjeux-clés à introduire par les participants au fur et à mesure du déroulement des travaux. Cette démarche, associée à l'organisation de travaux de groupes en sessions successives liées et à la présence d'experts extérieurs nouveaux (Madagascar, Afrique du Sud et Espagne), a bien fonctionné et a permis des réflexions approfondies et novatrices.

- **L'évaluation formelle** traduit également cette satisfaction quant à la qualité et à l'utilité des échanges et à la bonne tenue en termes de conception, de préparation, des apports des experts et de l'animation du séminaire (voir annexe 12).

## 5.2. Les messages à souligner

Les résultats de notre travail sont difficilement mesurables mais se traduisent de façon très concrète dans un texte de synthèse, que nous avons appelé « les messages à souligner » que le groupe a décidé d'élaborer, de discuter et d'approuver et qui « fait le point de la situation » sur le projet. En effet, avant d'établir notre plan pour la fin de cette année (2007) et les perspectives pour 2008/2009, nous avons ressenti le besoin de systématiser les « conclusions » de notre travail et de notre parcours au terme de ce séminaire. Ces messages ont été proposés dans un premier temps aux participants par l'équipe du BIE. Ils ont été enrichis par des propositions diverses et se traduisent dans le texte suivant :

### Messages à souligner : Maurice, 2007

Les participants au 5<sup>ème</sup> séminaire international du BIE/UNESCO qui s'est tenu à Maurice du 18 au 23 juin 2007, intitulé : « *Innovations curriculaires et lutte contre la pauvreté : les rôles cruciaux des écoles, des enseignants et des communautés pour la mise en œuvre du curriculum* » soulignent, au terme de leurs travaux, les messages suivants :

1. La construction de l'EPT est un processus dont l'aboutissement positif exige des conditions (politiques, économiques, sociales, institutionnelles et pédagogiques), qui présente beaucoup d'obstacles et qui impose que l'on trouve des stratégies pour les surmonter. Seule cette voie permettra aux pays de trouver des réponses adéquates à leurs contextes pour une école qui intègre tous les enfants et tous les jeunes.  
  
Au cours de notre travail, nous nous sommes centrés sur le rôle de l'école dans la lutte contre la pauvreté et la construction de la paix, nous avons partagé des savoirs, des réflexions et surtout des bonnes pratiques sur le terrain (ceci dans la plupart des 9 pays engagés dans ce projet). Ces bonnes pratiques montrent que l'EPT est un défi possible à relever, à condition que l'on dépasse les cadres traditionnels de référence et d'action de l'école que l'on a héritée et qui ne répond pas aux besoins de tous.
2. Nous considérons qu'une école capable de contribuer, avec d'autres secteurs et d'autres partenaires de la société civile, à la lutte contre la pauvreté, contre les inégalités de toutes sortes et contre l'exclusion, est l'épine dorsale d'une action qui puisse réaliser les objectifs de l'EPT et les objectifs du Millénaire. En tenant compte des scénarios pour l'école de demain (OCDE), préfigurée dans les politiques, les visions et les pratiques éducatives actuelles, nous considérons que l'analyse des bonnes pratiques est une voie décisive pour construire l'école pour tous.
3. Les participants ont considéré que le travail continu, poursuivi dans le cadre de ce projet, nous permet d'être beaucoup plus au clair quant aux stratégies positives pour la construction d'une école en tant qu'un des éléments-clé dans la lutte contre la pauvreté, contre les inégalités et pour la paix.

Ces stratégies exigent une vision partagée de l'école, un dialogue politique structuré et continu et des partenariats à tous les niveaux de la société. Elles exigent aussi l'intégration, dans un curriculum flexible, de nouveaux contenus et de nouvelles activités (présentes dans les « bonnes pratiques »), qui articulent la théorie et la pratique, les valeurs de la vie locale et les valeurs universelles, ainsi que les dimensions sociales et culturelles de la vie.

Une administration centrée sur l'appui aux écoles, une gestion pédagogique articulée à des pratiques différenciées, la formation initiale et continue des enseignants réorganisées en accord avec les besoins des enseignants et des apprenants et en tenant compte des réalités (parfois très dures), de leur diversité mais aussi de ressources locales souvent délaissées, sont aussi des conditions pour que ces stratégies réussissent.

4. « Apprendre à vivre ensemble », dépasser les conflits et construire la paix sont parmi les enjeux majeurs d'une école pour tous, sans exclusion, (éducation intégratrice), capable de réaliser le respect des droits humains et de citoyenneté de tous, de promouvoir les valeurs de la solidarité, de la coopération et de la responsabilité, à travers la construction de savoirs et de pratiques éducatives et culturelles significatives et ouvertes à l'universalité. Particulièrement dans les sociétés post-conflit, il se pose des questions relatives à l'identité, avec un besoin indéniable de retrouver ses racines et son appartenance. Dans un monde de plus en plus globalisé, nous devons être au clair sur les besoins de cet ordre des personnes et des groupes, tant au niveau de chaque pays que de chaque communauté locale et de chaque personne.

L'éducation peut jouer un rôle majeur dans cet équilibre entre le « local et le global » et dans la prévention des conflits, souvent issus des questions liées aux « différences » et aux inégalités.

5. Notre démarche d'inter-formation et de partage centrée sur des changements réels dans des écoles de nos pays, est une voie qui permet de construire, avec des appuis structurels et suivis de la part du BIE/UNESCO, d'autres partenaires et de bailleurs de fonds, une école pour tous, enjeu central de la réalisation de l'EPT. Nos communications dans le cadre de la COP (Communauté de pratique) constituée par les participants du projet doivent continuer, le support étant à reformuler.

La « feuille de route pour l'action », cette « synthèse » partagée et la suite prévue pour notre travail (qui doit nous permettre de faire connaître des « bonnes pratiques », nos réflexions et nos propositions à un public plus vaste) renforceront nos démarches auprès de nos partenaires (tout en pouvant aussi jouer un rôle de « plaidoyer » auprès des responsables nationaux et internationaux ainsi que générer des retombées positives auprès de nos Ministères).

6. Nous sommes arrivés à un moment de notre travail d'analyse et de partage où nous pouvons formaliser nos acquis sous la forme de matériaux de formation, de publications et d'occasions de partage au-delà des 9 pays engagés dans ce projet et au-delà de l'Afrique.

De nouvelles collaborations et l'établissement de liens avec des initiatives et des associations nationales et internationales qui oeuvrent dans le camp de l'EPT et de

l'éducation intégratrice et pour la paix peuvent être initiées. La Biennale de l'ADEA, le travail de TTISSA, la Conférence Générale de l'UNESCO en octobre 2007, la prochaine CIE du BIE/UNESCO en 2008 en sont les exemples les plus immédiats.

En remerciant nos hôtes de Maurice, ces messages à souligner seront, avec la « feuille de route pour l'action », des documents d'orientation pour la suite de notre travail.

(texte discuté et enrichi en séance plénière, approuvé à l'unanimité).

### **5.3. La suite du travail : plan pour 2007 et perspectives pour 2008/2009**

La suite du travail est exigeante et engage tous les participants. Au-delà des tâches et des initiatives nationales, nous nous sommes mis d'accord quant aux plans de travail à réaliser au sein de ce groupe pour 2007 et pour 2008/2009.

#### **5.3.1. Plan pour 2007**

Dans l'immédiat, nous avons décidé de travailler ensemble au numéro de décembre 2007 de la revue Perspectives éditée par le BIE, avec 3 articles de fond qui seront préparés sous la direction de Ana Benavente et du BIE ("Bonnes pratiques"; "Feuille de route pour l'action" et "Rôle crucial des enseignants") et avec la rédaction, par les participants des pays, de 5 études de cas de bonnes pratiques observées dans les pays participants (juillet-septembre pour la rédaction des articles).

Le BIE a élaboré un premier plan du contenu de ce dossier spécial du numéro de Perspectives, intitulé « *Lutte contre la pauvreté et éducation inclusive : transformer l'école en Afrique Subsaharienne* » et un « canevas » d'orientation pour la rédaction des études de cas des bonnes pratiques (annexe 13).

Une deuxième activité est décidée pour le partage des résultats de ce projet et pour discuter de leurs implications pour la suite du travail (dernier trimestre 2007). Il s'agit d'organiser avec le gouvernement espagnol - le Ministère de l'Education et de la Science en particulier (MEC) un forum de 2 jours à Madrid, qui réunira les partenaires du projet au MEC, d'autres partenaires et experts de l'éducation en Espagne (pédagogues et académiciens), des représentants de la DDC (coopération suisse), la consultante d'Afrique du Sud, si possible quelques participants des pays au projet et bien entendu l'équipe du BIE et les partenaires de l'UNESCO.

Les participants souhaitent de plus qu'un suivi soit assuré et le travail continué sur les thèmes suivants :

1. Discussion pour la 48ème CIE pour que les aspects cruciaux de la lutte contre la pauvreté et de l'éducation à la paix soit inclus et que les discussions de la CIE soient en lien direct avec la réalité des écoles: travail à réaliser à distance.
2. Systématisation des analyses de la dimension "éducation pour vivre ensemble en paix": travail à réaliser à distance et au BIE.
3. Mobilisation des Ministres des pays participants pour que les réflexions de ce projet soient relayées lors la Conférence Générale de l'UNESCO (octobre 2007)
4. Organisation des activités/visites du BIE dans les pays et fixation d'un calendrier: réalisation dès début septembre si possible.

Des discussions préliminaires ont eu lieu à Maurice avec les équipes de l'Angola, du Burundi, de Maurice, du Mozambique et du Rwanda. Les discussions avec les équipes du Burkina Faso, du Mali et du Niger sont encore à mener, avec la participation du représentant du bureau UNESCO de Bamako qui suit ce projet de très près.

5. Travail préliminaire de conception du prochain séminaire du projet (prévu en février 2008).
6. Poursuite de la recherche de fonds pour consolider le projet.

### **5.3.2. Plan de travail 2008/2009**

Des perspectives pour les deux années à venir ont aussi été discutées et s'organisent selon les quatres axes suivants :

1. Préparer des contributions pour la Biennale de l'ADEA (premier trimestre 2008) et pour la 48ème CIE (dernier trimestre 2008) ou d'autres forums régionaux ou internationaux.
2. Ouvrir la discussion avec d'autres régions, en particulier l'Amérique Latine.
3. Préparer des modules de formation sur la base des travaux réalisés jusqu'ici pour faciliter le partage et la formation des cadres de l'éducation au sein des neuf pays et au-delà des neuf pays.
4. Enrichir le travail sur les bonnes pratiques, en particulier sur les "zones d'ombre", dont la liste est à compléter.

## **6. Quelques remarques pour conclure**

Nous ne pouvons terminer ce rapport sans souligner, encore une fois, la richesse des échanges formels et informels entre tous les participants. Les pauses ont été souvent des moments de partage d'expériences et de projets, et de débats sur l'éducation pour tous et son rôle dans la lutte contre la pauvreté et dans la promotion de la paix. En plus des documents de travail, d'autres textes (livres, documents nationaux et internationaux) ont été distribués tant par l'équipe du BIE que par les participants.

La bonne intégration des nouveaux participants est aussi un élément positif à relever. Au fil des séminaires, nous constatons par ailleurs une capacité accrue de tous, y compris l'UNESCO, de dépasser une approche centrée sur les problèmes et les difficultés et d'arriver à penser les problèmes en termes de défis et de solutions de manière créative et novatrice.

Il a également été confirmé que les échanges initiés pendant les séminaires de ce projet débouchent sur des activités concrètes utilisant les travaux des séminaires ou sur la poursuite de collaborations ciblées entre les pays participants. Nous n'en avons pas fait un recensement systématique, mais les exemples suivants nous ont été rapportés :

- Deux pays en tout cas ont utilisé l'outil d'analyse du curriculum prescrit de l'éducation de base (élaboré au premier trimestre 2005), soit pour l'adapter à

l'analyse et à la réforme du curriculum de l'éducation secondaire (Mozambique), soit pour la formation des spécialistes du curriculum dans le cadre de la réforme du curriculum de l'éducation de base en cours (Niger).

- Suite à la visite de terrain du Continuum de l'éducation bilingue au Burkina Faso (mars 2006), plusieurs pays ont enrichi leur approche des enjeux de l'utilisation et de l'enseignement des langues dans un environnement multilingue. Un pays (le Mozambique qui n'avait pas pu participer au séminaire de mars 2006) a même mis sur pied et organisé un voyage d'étude au Burkina Faso suite à cette visite.
- Le Mozambique s'est également emparé des apports de l'approche par le dialogue politique des changements en éducation pour enrichir un forum national sur la réforme du secondaire général qui s'est tenu en juin 2006 et auquel le BIE a activement participé.
- Après le séminaire de Maputo (octobre 2006), suite au travail qui y a été réalisé sur les facteurs d'exclusion des enfants défavorisés et aux solutions possibles, des ajustements ciblés ont permis d'améliorer sensiblement l'accès à l'éducation de groupes d'apprenants (enfants pygmées au Congo), sans passer par des réformes ambitieuses.
- Quelques jours après ce dernier séminaire à Maurice, l'équipe du Burundi demandait des informations complémentaires sur l'approche de l'Angola pour la formation des enseignants des zones rurales, pour s'en inspirer dans les discussions en cours au Ministère de l'éducation au Burundi sur la formation des enseignants.

Nous sommes conscients que ce bref aperçu ne rend pas justice à tous les pays participants et qu'une évaluation plus systématique doit être entreprise pour mesurer l'impact dans les pays du travail réalisé au cours du projet. Ces exemples sont cependant le signe tangible de la création progressive d'un réseau d'inter-apprentissage vivant, dynamique et autonome entre les participants au projet et de la capacité acquise par les équipes des pays à utiliser les acquis du projet pour les appliquer à des situations concrètes nationales spécifiques.

Finalement, ce 5<sup>ème</sup> séminaire a marqué des « avancées décisives » dans le travail de ce projet, désormais consolidé et capable de s'ouvrir à d'autres partenaires et à d'autres espaces d'intervention et de collaboration et d'amener à la création d'outils utiles au-delà de ce projet et de l'Afrique.

Nous tenons à remercier encore une fois tous les participants qui se sont impliqués sans compter et bien entendu exprimer notre gratitude à nos hôtes de Maurice, qui ont organisé ce séminaire dans les règles de l'art.

Ana Benavente et Christine Panchaud , juillet-août 2007

## 7. Abréviations

ADEA	Association pour le Développement de l'Education en Afrique
ADPP	Ajuda de Desenvolvimento de Povo para Povo – Aide au Développement du Peuple pour le Peuple
BIE	Bureau International d'Education
CIE	Conférence internationale de l'éducation
COP	Community of practice – Communauté de pratique
EPT	Education Pour Tous
MEC	Ministerio de Educación y Ciencia – Ministère de l'Education et de la Science (Espagne)
MiET	Media in Education Trust
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economique
ONG	Organisation Non Gouvernementale
TED/ED	Section for Teacher Education/ Education Sector – Section pour la formation des enseignants – Secteur de l'éducation (UNESCO)
TTISSA	Teacher Training Initiative for sub-Saharan Africa (2006-2015)– Initiative de l'UNESCO pour la formation des enseignants en Afrique subsaharienne (2006-2015)
ZEP	Zone d'éducation prioritaire

## 8. Liste des annexes

Le rapport ainsi que toutes les annexes sont disponibles sur le site du BIE :

[http://www.ibe.unesco.org/French/poverty/Services/Seminaire/Seminaire\\_Ateliers.htm](http://www.ibe.unesco.org/French/poverty/Services/Seminaire/Seminaire_Ateliers.htm)

- Annexe 1 :** Programme du 5<sup>ème</sup> séminaire
- Annexe 2 :** Liste des participants
- Annexe 3 :** Allocution d'ouverture de M. Le Ministre de l'Education et des Ressources Humaines de Maurice
- Annexe 4 :** Allocutions d'ouverture et finale de Mme Christine Panchaud, responsable du projet, BIE/UNESCO
- Annexe 5 :** Termes de référence proposés par le BIE aux équipes pour la préparation du séminaire
- Annexe 6 :** Texte intitulé : « les bonnes pratiques : l'exception qui confirme la règle ou le phare qui oriente le chemin à parcourir », document de travail, par Mme Ana Benavente
- Annexe 7 :** Texte intitulé « Feuille de route pour l'action », document collectif coordonné par Mme Ana Benavente, à partir du travail réalisé en 2006, à Maputo
- Annexe 8 :** Présentation de Mme Lynn van der Elst – MiET Africa, sur « L'école comme centre de soins et de soutien »
- Annexe 9 :** Textes préparés par l'équipe de Maurice sur les écoles ZEP – visite de terrain
- Annexe 10 :** Présentation de Mme Ana Benavente intitulée « Quelle formation des enseignants dans une école qui articule qualité et équité, dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et de l'éducation pour la paix ? », document de travail
- Annexe 11 :** Courte présentation du BIE de la 48<sup>ème</sup> Conférence Internationale d'Education (CIE)
- Annexe 12 :** Résumé de l'évaluation formelle du séminaire
- Annexe 13 :** Plan du numéro de décembre 2007 de la revue Perspective et « Canevas » d'orientation pour la rédaction des études de cas des bonnes pratiques